

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 49 (1999)

**Heft:** 4

**Buchbesprechung:** Tous coupables? Les démocraties occidentales et les communautés religieuses face à la détresse juive 1933-1940 [Marc-André Chaguéraud]

**Autor:** Ackermann, Bruno

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 25.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

here Verbindung mit dem Deutschen Reich nach 1933 unterhielten sowohl rechtsgerichtete Gruppierungen wie – mit andersgelagerten Interessen – das Fürstenhaus und die liechtensteinische Regierung. Geiger zeichnet die Linien einer in den dreissiger Jahren eingeleiteten und im Kriege fortgeföhrten Anpassungs- und Beschwichtigungspolitik nach. Diese erfolgte ohne eigenen aussenpolitischen Apparat, teilweise unter Umgehung der schweizerischen Diplomatie. Andererseits scheint gerade die politisch-geographisch enge Anbindung an die Schweiz ein gefälliges, aber unverbindliches Entgegenkommen gegenüber den Anpassungswünschen in Berlin ermöglicht zu haben. Geiger zeigt auch, dass die Anschlusswilligen in Liechtenstein eine zwar kleine, aber entschlossene und gewaltbereite Gruppe bildeten.

Den von Roland Ruffieux für die Schweiz festgestellten «caractère modernisateur de la crise» konstatiert Geiger auch für das Fürstentum. Das Liechtenstein der Jahre 1928 bis 1939 ist bestimmt durch die umkämpfte Neuverteilung von Arbeit, Einkommen und Einfluss (Proporzwahlrecht). Solches setzte wiederum Verbesserungen der technischen, wirtschaftlichen und administrativen Infrastruktur voraus oder überhaupt in Gang. Substantiell bestritten wurde dieser Nachholbedarf von wenigen, wohl ideologisch umgedeutet.

Bei allem Fortschritt im Instrumentellen blieb indessen eine geistige Enge. In einem Schlusskapitel resümiert Geiger die Mentalität eines katholisch-frommen Biedersinns im Zeichen von Krone und Kreuz. Nicht unähnlich dem Schweizer Landi-Geist formierten sich im monarchischen Kleinstaat Symbole und Organisationen einer patriotischen Schicksalsgemeinschaft. Am Vorabend des Zweiten Weltkrieges zeichnet Geiger ein Land, in welchem sich unter äusserem Druck und inneren Konflikten erstmals Zufluchtssymbole einer liechtensteinischen Identität bildeten.

Jürgen Schremser, Wien

Marc-André Chaguéraud: **Tous coupables? Les démocraties occidentales et les communautés religieuses face à la détresse juive 1933–1940.** Genève, Labor et Fides / Paris, Cerf, 1998, 303 p.

Essai de sciences politiques plutôt qu’œuvre d’historien, l’ouvrage de Marc Chaguéraud ne repose pas moins sur une liste impressionnante de travaux historiques. Apparemment rien qui n’ait déjà été dit et écrit depuis un demi-siècle sur le sort réservé aux communautés juives en détresse. L’intérêt de cet ouvrage réside dans le regard de l’auteur sur la question de la culpabilité des démocraties occidentales à l’égard des Juifs, et dans les réflexions personnelles qui accompagnent la présentation des différentes interprétations, restituées avec une grande clarté, ou des débats historiographiques autour de la question juive. Il s’agit, pour l’auteur, de lire l’histoire de l’avant-guerre nazie en faisant abstraction de tout ce que nous avons appris et su après l’holocauste, afin de mettre en lumière l’aveuglement ou, au contraire, la lucidité de ceux qui, en ces années troublées, affrontaient la montée de l’antisémitisme. Cette approche n’est d’ailleurs pas nouvelle, puisqu’une frange d’historiens de l’holocauste ont, dès les années 70, insisté sur la nécessité de penser la question juive en dehors de la spécificité du génocide juif, allemand en particulier. D’où ce projet, de rappeler d’abord le sort d’autres communautés juives d’Europe, et les relations qu’elles entretinrent avec le monde extérieur, les démocraties occidentales notamment, et les communautés religieuses. C’est dès lors poser la question de la responsabilité collective, celle des Etats, des hommes,

mais aussi celle de l'opinion publique de l'époque et des communautés religieuses devant le drame à venir, que d'aucuns ont pressenti, que d'autres ont dédramatisé. Cette problématique sous-tend le livre: «Tous coupables?» alors.

La priorité accordée au sauvetage des Juifs d'Allemagne n'a-t-elle pas occulté le sort des communautés juives en Pologne et en Russie? «La main tendue aux Juifs allemands, la porte fermée aux Juifs de l'Est», tel est à l'évidence le constat des premiers chapitres et l'auteur de poser la part de responsabilité dans la destruction de l'identité juive de l'Europe entière, gangrenée par un antisémitisme silencieux, celui des masses, et celui de la chrétienté qui, durant des siècles, n'a cessé de persécuter les Juifs. L'antisémitisme est inscrit dans une longue tradition européenne. Au XX<sup>e</sup> siècle, l'enthousiasme de la Révolution russe dissipé, le régime soviétique à son tour se livra à une assimilation forcée des Juifs, méthode infiniment plus efficace que la persécution contre les Juifs perpétrée par les nazis. Durant l'entre-deux-guerres, un antisémitisme viscéral imprégnait chaque pays de l'Europe démocratique, pendant que les communautés juives elles-mêmes se déchiraient sur la question de la nationalité, les sionistes revendiquant de leur côté un Etat juif en Palestine, les nationaux un patriotisme pour le seul pays où ils s'étaient établis.

Les pages consacrées à l'Allemagne hitlérienne des années trente sont d'une extrême perspicacité et d'une grande justesse de ton. A grands renforts de faits, implacables, de citations, qui aujourd'hui surprennent à plus d'un titre, d'articles de presse et de déclarations d'hommes d'Etat ou d'Eglise, l'auteur met en évidence la manière dont les pays occidentaux ont légitimé le pouvoir d'Hitler. Aveuglement collectif ou lâcheté? Une question que le lecteur tranchera sans doute aisément en relisant aujourd'hui les propos lénifiants et timorés des acteurs de l'époque. Mais il est vrai également que la propagande nazie fut d'une efficacité stupéfiante et la terreur instaurée par le régime hitlérien, des plus féroces. L'alternative pour le peuple allemand était simple: se taire ou être éliminé. Le silence fut donc la règle quasi générale. Ainsi par exemple, à n'en juger que par les réactions, en Allemagne comme dans les démocraties occidentales, des lois anti-juives d'avril 1933. Le silence des catholiques, et du Saint-Siège, muselés par le concordat qui leur interdisait de s'immiscer dans la vie politique; celui des protestants, entraînés par l'élan des chrétiens allemands qui proclamaient que l'Eglise devait être façonnée par les idées du nazisme. Il n'est que l'Eglise confessante, emmenée par Martin Niemöller et Karl Barth – bien que certains de leurs propos aient pu, un moment, surprendre – qui sauva la conscience protestante. Le silence des Juifs enfin, en raison de leur incrédulité permanente et l'espoir de temps meilleurs. Même les lois de Nuremberg de 1935 semblent rassurer les Juifs d'Allemagne; faute de pouvoir les combattre, ils doivent s'en accommoder, choisissant «un préférable pour une relation tolérable».

A l'étranger pourtant, des voix lucides, rares, disent que la situation des Juifs d'Allemagne est devenue désespérée. La Nuit de Cristal, permise dans une large mesure par les accords de Munich, leur donna raison. Dans une seule nuit, le sort des Juifs bascula dans la barbarie la plus infâme. Malgré les cris d'horreur que provoque l'événement dans l'opinion publique, les gouvernements demeurent inactifs, par crainte de rompre le climat d'entente retrouvé après la signature des accords de Munich, et aucun ne viendra réellement au secours des Juifs. Aux Etats-Unis, le *General Jewish Council* évitera de protester publiquement afin de préserver les Juifs d'Allemagne de représailles et Roosevelt ne mettra pas fin aux exportations américaines utiles au réarmement allemand. Pis, les Etats du monde libre

fermèrent progressivement leurs frontières. Dire que ces pays n'ont accueilli que peu de réfugiés serait injuste. Marc-André Charguéraud présente en quelques tableaux une synthèse, à partir de sources différentes, des estimations chiffrées, et décrit les différentes «politiques d'accueil» des réfugiés, pour le moins restrictives. Entre 1933 et 1943, près de 800 000 Juifs d'Europe centrale et d'Europe de l'Est trouvent refuge dans les démocraties occidentales; ceux-ci ne représentent que 9% des populations juives en danger, un taux désespérément faible. Encore fallait-il pouvoir émigrer après avoir été dépouillé de ses biens et de ses avoirs. Par ailleurs, les communautés juives occidentales étaient elles-mêmes fracturées et un fossé s'était creusé entre les *Juifs nationaux* et les *Juifs immigrés*. Aux Etats-Unis, tout oppose l'*American Jewish Committee* à l'*American Jewish Congress*, plus tard le *World Jewish Congress*: origine ethnique et religieuse, intégration et classe sociale, attitude politique, bien qu'ils firent l'union sacrée derrière Roosevelt. L'on connaît la passivité de la communauté juive américaine à l'égard des Juifs de l'Europe nazifiée. Elie Wiesel l'a souvent rappelé de manière pathétique. Pourtant, la générosité des organisations juives occidentales, par l'aide financière qu'elles ont apportée à leurs frères persécutés, fut exemplaire, bien que jugée insuffisante par d'aucuns, soulageant sur place la misère des Juifs.

Qu'en est-il finalement de la responsabilité des démocraties occidentales? Les chiffres sont brutaux: plus de 50% des victimes de l'Holocauste sont des Juifs polonais, qu'aucun pays n'était prêt à accueillir. Il y eut une inégalité criante devant les persécutions, une sélection par l'argent. Et les Juifs de l'Est, russes et polonais, interdits d'émigration ou trop pauvres, payèrent un plus lourd tribut que les Juifs allemands et autrichiens. Les opinions publiques furent certes choquées devant les persécutions, mais elles en restèrent là. Et les gouvernements occidentaux s'alignèrent sur leurs opinions publiques. Et l'auteur de conclure: «Il faut comprendre que le drame juif de l'avant-guerre s'inscrit dans le contexte de l'effondrement des démocraties.» Cette vérité est certes connue, encore convenait-il de la rappeler.

Par les questions qu'il pose, de manière toujours forte et concise, l'auteur juxtapose les différentes thèses, les confronte, pour les ramener toujours à la question axiale du livre: Tous coupables? Sur bien des dossiers, les lecteurs, ou les historiens – intentionnaliste ou fonctionnaliste, les premiers soutenant la thèse selon laquelle Hitler avait décidé d'exterminer les Juifs en 1920 déjà, les seconds soutenant l'absence de prémeditation –, auront déjà tranché, selon ce qu'ils savent ou ignorent des événements, selon leur interprétation des faits. Mais force est de constater que la tonicité de cet ouvrage réside, une fois encore, dans la manière concise, et parfois brutale, non de remettre en mémoire des interprétations de l'histoire, mais de mettre à nu les acteurs et les témoins d'une époque douloureuse. Qui a dit un jour que l'histoire n'avait décidément jamais rien appris aux hommes, à voir les erreurs qu'ils répètent inlassablement. L'absence de mémoire historique est sans doute la cause de bien des tourments du temps présent. Ce livre, qui précède deux volumes qui traiteront les périodes ultérieures de la tragédie juive jusqu'en 1945, incite à une prise de conscience renouvelée de l'errance de nos démocraties passées face au danger totalitaire qui toujours nous guette.

Bruno Ackermann, St-Légier/La Chiésaz